

Enfants soldats en RDC: Interview avec Sarah Michael, Spécialiste MDRP du Développement Social

A&N no. 21 - 29 octobre, 2006



Il a y eu beaucoup de discussions ces derniers temps à propos des enfants soldats, mais qu'est-ce qu'un enfant soldat concrètement?

Il est important tout d'abord de noter, je pense, que maintenant que nous avons une meilleure compréhension de la façon dont les enfants sont utilisés durant les conflits armés, nous avons commencé à utiliser le terme *enfant soldat* moins fréquemment. Nous avons tendance aujourd'hui à utiliser le terme "enfants associés aux forces et aux groupes armés" pour faire référence à tous les enfants de moins de 18 ans qui ont été recrutés ou qui ont été

utilisés par une force ou un groupe armé. Ce terme aide à faire passer le message que les enfants ne sont pas simplement utilisés par les groupes armés pour porter des armes et combattre aux fronts, mais qu'ils sont également employés comme porteurs, messagers, espions et à des fins sexuelles .

Malheureusement, bien qu'il y ait des lois et des accords internationaux qui devraient empêcher le recrutement des enfants dans le conflit armé, y compris la convention la plus ratifiée au monde, à savoir « la Convention relative aux Droits de l'Enfant », trop souvent, des enfants continuent à être utilisés par les forces et les groupes armés à travers le monde.

Quelle est l'ampleur du problème des enfants soldats dans la région des Grands lacs?

La région des Grands lacs est une des plus affectée au monde. Les activités de démobilisation et de réintégration (D&R) soutenues par le MDRP comprennent des enfants dans cinq des sept pays dans lesquels nous intervenons : le Burundi, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda et l'Ouganda. Dans certains groupes armés, les enfants forment même parfois la majorité des forces. Dans le *Lord's Resistance Army* en Ouganda, par exemple, il est estimé que les enfants représentent jusqu'à trois-quarts du groupe.

Et en République démocratique du Congo?

La plupart des groupes armés impliqués dans le conflit en RDC avaient des enfants dans leurs rangs. Nous estimons qu'un effectif de 30 000 à 35 000 enfants congolais, des jeunes enfants aux jeunes adultes de dix-sept ans, ont directement participé au conflit. Beaucoup d'enfants sont enlevés par ces groupes et mouvements armés. D'autres les rejoignent de leur propre volonté -- la pauvreté et l'exclusion sociale ou économique pouvant également rendre ces jeunes vulnérables au recrutement. A ce jour, le MDRP a appuyé la démobilisation de plus de 27 000 enfants en RDC -- soit 3 000 de plus qu'initialement prévus.

Comment le MDRP assiste-t-il ces enfants ?

En RDC, seul un nombre restreint d'enfants sont démobilisés par le programme national de D&R. Le reste reçoit un appui à travers quatre projets spéciaux, mis en œuvre par six agences de protection de l'enfance : la Croix Rouge

Actualités et à noter

Belge, CARE International, International Rescue Committee (IRC), the International Foundation for Education and Self-Help, Save the Children UK et l'UNICEF. Ces projets plaident pour la libération des enfants associés aux groupes armés et leur portent assistance à travers des centres pour enfants, où ils sont séparés des ex-combattants adultes. Dans ces centres, les enfants reçoivent de la nourriture, un abri et une aide psychologique et médicale. Ils ont l'opportunité de jouer, étudier et commencer à se réadapter à la vie civile. Si possible, les projets essaient également de trouver des membres de la famille des enfants et de les réunir avec les enfants. Une fois que les enfants sont retournés dans leurs familles, le MDRP continue son appui à travers une gamme d'activités telles que l'éducation, la formation professionnelle, et les activités psychosociales pour les assister dans leur réintégration socio-économique à plus long terme.

Quel est le pourcentage de filles parmi ces enfants?

Plus de 12% des enfants qui ont été démobilisés en RDC à ce jour sont des filles. Ce chiffre est supérieur aux chiffres enregistrés dans la majorité des programmes de démobilisation et de réintégration en Afrique et ailleurs dans le monde. Toujours est-il que nous savons qu'il existe un bon nombre de filles qui ont quitté les groupes armés et qui pourraient bénéficier de l'appui à la réintégration. Probablement, le plus grand défi auquel nous ferons face est celui de l'identification de ces dernières. Malheureusement, de nombreuses filles ont peur de se voir rejetées ou stigmatisées par leurs familles ou communautés d'accueil et sont peu disposées à se faire formellement inscrire à l'appui de D&R. L'un des moyens par lequel nous avons essayé d'atteindre autant de filles que possible est de rendre l'appui fourni par le programme MDRP accessible aussi bien aux filles formellement démobilisées et enregistrées qu'à celles qui se sont auto-démobilisées et le rapportent officieusement aux ONGs et autres organismes locaux, qui fournissent l'appui à la réintégration.



Chaque projet spécial offre également une aide spécialisée aux filles. Par exemple, Save the Children UK dirige des sessions de médiation entre les familles et les filles rejetées par ces dernières et organise des clubs de filles qui rassemblent les filles ex-combattantes et d'autres filles vulnérables de la communauté ; CARE International a mis en place un système où les aînées locales et les travailleuses sociales sont appelées à travailler avec les filles pour développer une stratégie individualisée pour leur réintégration sociale et économique

Quels sont les principaux défis et opportunités pour finaliser la démobilisation et la réintégration des anciens enfants soldats en RDC ?

Bien sûr, l'insécurité persistante est un défi majeur à relever pour le programme en général et en RDC en particulier. La réticence de beaucoup de groupes armés à libérer les enfants dans leurs rangs est également un problème sérieux. Bien que le MDRP ne puisse forcer les groupes armés à laisser partir les enfants, il soutient des efforts de sensibilisation de ces groupes sur le problème et sur les lois nationales et internationales contre le recrutement des enfants lors des conflits armés. L'autre grand défi que je vois est à mon avis relatif à la coordination des activités de protection de l'enfance. Je pense que les organismes qui travaillent avec les enfants associés aux groupes armés en RDC ont le potentiel d'harmoniser leurs approches, partager les leçons apprises, et s'assurer que la communication et les échanges d'information entre le gouvernement et le programme national de D&R se fasse de façon régulière.

En termes d'opportunités, je pense que le mandat multi-pays du MDRP offre une chance réelle pour que nos partenaires nationaux apprennent des expériences de leurs voisins. Au Rwanda, par exemple, le programme D&R a développé une approche d'assistance aux enfants plus âgés dans des activités génératrices de revenu, telles que l'agriculture et l'élevage. Je pense qu'un pareil programme serait d'une grande utilité pour des adolescents dans d'autres pays. Une autre opportunité que j'entrevois, à travers tous nos programmes, serait une meilleure mobilisation des communautés locales, y compris les autorités locales, les groupes religieux, les groupes culturels, les enseignants et le personnel de santé. Avec une formation et un appui adéquat, ces membres de la communauté peuvent jouer un rôle important en matière d'assistance aux enfants ayant quitté les groupes armés, et de prévention contre la remobilisation ou le recrutement d'autres enfants à l'avenir.

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter www.mdrp.org/French/index_fn.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.